

Les femmes au Portugal, entretien avec Maria Lurdes Pintasilgo, ministre des affaires sociales

« LA REVOLUTION EST-ELLE MASCULINE ? »

— « Un gouvernement né de la révolution n'a pas de rite... » — « Nous vivons la révolution et personne n'est figé » — « Faire prévaloir les rapports entre les hommes et les groupes sur les rapports entre les forces politiques » — « Le pouvoir doit être à la base, là où se libère l'imagination, pour imposer le désirable » — Maria de Lurdes Pintasilgo, la seule ministre femme portugaise, a stupéfait les « Journées Internationales de la Femme » à Paris; nous nous sommes entretenues avec elle.

rendre ces initiatives possibles, en fournissant un encadrement économique. Nous croyons que c'est une voie pour nous, que nous sommes en train d'ouvrir ».

une chaîne d'usine !

DIALECTIQUE
D'EGALITE ET DE
DIFFERENCIATION

« TRANSFORMER LA
MENTALITE DES
SERVICES PUBLICS

« Nous voulons entrer en contact avec la population par les services publics existants et ne pas créer de structures parallèles. Dans le milieu de la fonction publique, il est curieux de constater à quel point l'autocensure a pu fonctionner. Maintenant que nous sommes libres, il est important de le sentir et de faire le maximum. Je veux aider les gens qui ont gardé une liberté d'esprit, m'appuyer sur eux pour transformer les structures. Je refuse par exemple la bureaucratie, je ne signe jamais un papier qui peut l'être par quelqu'un d'autre, je ne veux pas que tout remonte jusqu'à moi ».

« Ma présence au gouvernement est très importante, conclut-elle, surtout parce qu'elle est ressentie comme très naturelle. De par mes fonctions je suis en fait présente à toutes les questions clefs. A l'économie nationale en particulier. Le gouvernement fonctionne d'une façon collégiale et j'y ai ma place, souligne-t-elle. Nous faisons souvent des sessions de 12 heures d'affilée, car nous prenons notre temps pour examiner tous les problèmes. Nous n'avons pas de désaccord idéologique car le fait d'être un gouvernement provisoire, de vivre constamment dans ce sentiment ébranlé les mentalités.

Nous vivons la révolution et personne n'est figé. Je dois reconnaître que nous travaillons dans une com-

« Ce travail ne se fait pas... services administratifs très mal organisés. Les administratifs, étonnant souvent l'impression de faire aux gens des faveurs lorsqu'ils répartissent l'aide médicale, les pensions. Il faut donc reprendre elle « transformer la mentalité des services publics, en dégageant des groupes qui soient en contact permanent avec la population ».

Ministre de la Santé, elle s'est aussi fixé pour tâche de « remanier les services de santé, organisés actuellement sur un mode capitaliste. Il me faut monter un service de santé national, pas dans 5 ans mais aujourd'hui. J'ai annoncé que dans un délai de trois mois les services des urgences seraient revus. Nous demanderons sûrement l'aide de volontaires pour les petits soins, pour accompagner les malades. Mais pour cela, il faut s'appuyer sur une volonté collective. Nous avons mis en place des comités de gestion dans chaque service. Nous serons obligés d'aller doucement pour ne pas heurter les médecins.

« La sécurité sociale est, elle aussi, totalement à changer. Elle demeure liée à la capacité de travail des gens, elle est une assurance que prend le ou la travailleur. Or tout le monde a droit à une « subvention ». L'idéal serait, naturellement que toute le monde y participe. Nous ne sommes pas riches, mais nous voulons que tous y aient droit : les vieux, les chômeurs et même ceux qui ne veulent pas travailler. Je n'aimerais pas voir des artistes qui ne vendent rien parce qu'ils travaillent sur

« Au début je ne pouvais pas empêcher de les voir en minuscules, ils ont maintenant tellement revêtu leur peau d'hommes politiques que l'on ne s'aperçoit plus de la différence ».

Aux « journées internationales de la femme » qu'elle qualifie « d'assez conservatrices », profitant de la tribune qui lui était offerte, en tant que « ministre femme », Maria de Lurdes Pintasilgo déclara de toute sa flamme aux congressistes éberlues : « Un gouvernement né de la révolution n'a pas de rite. Tout rite est d'ailleurs à dénoncer. Les femmes doivent poser au gouvernement les questions gênantes, faire prévaloir la société sur les Etats, les rapports entre les hommes et les groupes sur les rapports entre les forces politiques.

« Le pouvoir doit être à la base, là où se libère l'imagination pour imposer le désirable. La révolution portugaise ne sera une révolution au féminin que si les femmes résolvent la dialectique de l'égalité et de la différenciation. La différenciation est un élément indispensable de l'affirmation de l'identité. La prochaine étape ne peut donc être que la mise en œuvre d'une différenciation responsable et le monde ne sera tout à fait nouveau que si les femmes acceptent cette dialectique. Sinon nous retournerons dans la grisaille de la consommation et à la tragédie de la misère ».

Blandine J.



« Après la révolution d'avril, j'ai été prise d'un certain égarment : aucune femme ne participait au gouvernement. J'ai alors écrit un article : « La révolution est-elle masculine ». C'est à ce moment que j'ai été appelée au gouvernement provisoire ».

Mais le fait qu'une femme soit ministre n'est pas suffisant. L'accession d'une femme au gouvernement ne veut rien dire. Il faut en effet démythifier l'idée que les hautes fonctions sont occupées par les meilleures, par les plus compétentes. Je ne suis pas un porte-parole, puisque c'est à toutes les femmes de dire là où elles se trouvent la parole qui est la leur. Le changement social ne peut être un lieu d'engagement pour les femmes que si elles y découvrent leur propre oppression ».

C'est aux 2000 femmes réunies pour les « Journées internationales de la femme » les 1er, 2 et 3 mars au Palais des Congrès à Paris que Maria de Lurdes Pintasilgo fut présentée. Elle est née le 25 septembre 1924, ministre des Affaires sociales, c'est-à-dire de la santé, de la sécurité sociale et des affaires socio-culturelles portugaises. Lors du premier gouvernement provisoire, créé après le 25 avril, elle n'était que secrétaire d'Etat.

Lorsqu'elle fut appelée à participer au gouvernement provisoire, Maria Lurdes Pintasilgo n'est pas ce que l'on pourrait appeler une inconnue. Elle présidait déjà sous Caetano un groupe de travail composé de femmes pour honorer le fait que le Portugal était membre de l'ONU et qu'en 1969 avait eu lieu en Roumanie, un séminaire de l'ONU : « Influence des progrès techniques et scientifiques sur les femmes ». Maria Lurdes Pintasilgo fait partie de cette génération de technocrates chrétiens de gauche qui sont entrés dans l'appareil d'Etat au moment de ce que l'on a appelé au Portugal « le printemps de Caetano », une tentative avortée de libéralisation du fascisme d'academ qui devait soulever tant d'espoirs en particulier dans l'armée et dont l'échec devait radicaliser bon nombre dans l'idée que seule une rupture pouvait sortir le Portugal du carcan fasciste.

TOUT REMANIER
MAINTENANT

« Vous pourriez me demander pourquoi je ne profite pas du moment actuel pour faire passer les lois que nous proposons dans l'ancien gouvernement, me suggère Maria



A Sogantal, (Montijo) 38 filles de 14 à 25 ans occupèrent leur usine cet été. Puis fabriquèrent, vendirent pour leur propre compte. Le patron est en prison pour les avoir attaquées à la tête d'un commando. Elles représentent : « Une ouverture, socialisante pour l'économie du pays ».

Pintasilgo. Eh bien, m'explique-t-elle, c'est parce qu'elles n'étaient que les résultats émis par un petit groupe. Les syndicats, par exemple, n'y avaient pas du tout participé. Ils n'étaient d'ailleurs pas représentatifs. Nous voudrions, maintenant, profiter du moment actuel pour faire un remaniement de ces projets, de toutes ces lois ».

Et elle me cite, comme exemple, la loi sur les retraites promulguées par le gouvernement provisoire après le 25 avril. « Une loi que, me disait-elle, on peut critiquer : maintenant car elle maintient l'écart entre les salaires des femmes et ceux des hommes : les pensions sont en effet proportionnelles aux salaires. J'aurais voulu, d'abord rétablir l'égalité dans les pensions. Mais lorsque nous avons consulté les services de base, ceux-ci nous ont dit que les femmes ne travailleraient plus parce que, pour elles, la retraite serait égale aux salaires qu'elles touchent actuellement. Il faut donc, au préalable, augmenter les salaires féminins. Et c'est ce que nous espérons pouvoir faire avec la réforme agraire, par exemple ».

C'EST DE CELLES-LA
QU'IL FALLAIT
PARLER

Elle a une quarantaine d'années. Elle est catholique « engagée » dans les partis politiques depuis longtemps. « Pour beaucoup de catholiques dont je suis, dit-elle, l'Eglise réelle est le peuple des croyants. Depuis 8 ans, nous diffusons un bulletin ronéoté dans lequel nous nous attaquons aux questions clefs, telles que la démocratie dans l'Eglise, la « révolution permanente » telle qu'on peut la lire dans l'Evangile qui est pour moi un message de libération ». Maria Pintasilgo fait partie de ce 1,5 % de la population féminine portugaise active qui, dit-elle « ne subit pas réellement de discrimination. Moi-même, ajoute-t-elle en riant, je faisais des cours de recyclage à des prêtres. Mais c'est au moment où vous touchez la grande majorité que la discrimination se fait sentir. Et c'est de cela qu'il fallait enfin parler ».

Un double mouvement se développe à l'heure actuelle. D'une part la population féminine qui lutte et d'autre part une réponse se fait entendre du côté du gouvernement. Et c'est la

base du travail qu'a entrepris le ministre des Affaires sociales, la seule femme ministre du gouvernement provisoire portugais.

DES OUVRIERES
AUTOGESTIONNAIRES

« Je pense qu'il y a eu prise de parole de la part des femmes, m'explique-t-elle, et particulièrement dans les entreprises ». Et elle me raconte l'histoire de cette coopérative de Arraiolos, près de la ville d'Évevor, dans le haut Alentejo. C'était une entreprise qui employait beaucoup de femmes, dont la plupart travaillaient chez elles. Une entreprise qui fabriquait des tapisseries assez rares, très renommées au Portugal. Fin mai 74, les patrons décidaient de ne garder que les femmes qui venaient travailler dans les locaux de l'entreprise. « Alors elles se sont parées, me dit-elle dans un grand sourire, elles ont demandé de l'aide à un économiste et elles ont décidé de se constituer en coopérative. Elles ont ensuite demandé des subventions, elles sont même venues à Lisbonne. Ce qui est formidable, ajoute-t-elle, c'est qu'elles ont tout repensé. A aucun moment elles n'ont interrompu le

réseau économique : elles ont par exemple discuté des dimensions des tapisseries à produire, en fonction du marché et des besoins. Elles travaillent maintenant comme elles savent le faire. Et en plus de leur métier propre, elles en connaissent tous les contours ».

Ce mouvement d'ouvrières, « autogestionnaires » se développe depuis l'été. Mais à cette époque lorsque les révoltées avaient recours, tout naturellement au nouveau gouvernement, lorsque leurs patrons mettaient en danger leurs entreprises, pour des raisons économiques et surtout politiques, l'Etat se montrait très réservé. Le gouvernement provisoire a avancé dans ce sens. Et particulièrement les auteurs du nouveau plan économique : le ministre des Finances, celui de l'économie, Melo Autunes, ministre sans portefeuille et la ministre des Affaires sociales. « Nous l'avons fait ensemble, dit-elle. Pour nous, ces entreprises qui se mettent en autogestion représentent une ouverture, une possibilité d'orientation « socialisante » pour l'économie de notre pays. Nous ne voulons pas d'un système figé. Notre travail consiste à